

N. 20.

Monsieur le Ministre

Monsieur Roucart nous écrit de Londres en date du 6 de ce mois:

L'impression que je retiens des conversations que j'ai eues ces derniers jours avec la plupart de mes collègues et hier encore avec Lord Salisbury est qu'incalculable les dangers d'une conflagration européenne comme elle est pour le moment. Je suis par les rapports que vous avez bien voulu me communiquer que c'est la note dominante presque partout. On n'a pas toutefois pas prévu ce que réserve l'avenir un peu plus éternel.

L'entente actuelle nous a donné la plus grande satisfaction parce qu'elle met le bras à toute intention belliqueuse des Etats des Balkans. Le Ministre de Serbie, avec lequel j'ai eu l'occasion de m'entretenir longuement hier, qui est un homme sage et de valeur, ancien Ministre des affaires étrangères me disait "Uniquement nous prenons note avec intérêt de St. Pétersbourg, mais nous sommes absolument à tout commandement de l'Empire nous même nous ne sommes pas de la Russie. Les Russes ont eu nous faire croire que l'Autriche Hongrie n'avait pas d'intérêt dans les Balkans, que le jour viendrait où elle serait forcée de se retirer des provinces baltiques occupées par elle et nous les avons crus, on nous faisait entendre que nous pourrions bien devenir ses successeurs et c'est ainsi que nous nous sommes mis à la renouveau de la Russie. Dans ce arrangement de la visite de l'Empereur François Joseph II. d'Autriche donne à penser à bon des gens, les deux se verraient s'entendent de mieux en mieux et nous ne pouvons d'ailleurs fait un pas de la Russie nous aussi de que sur un autre point, par lequel on se sépare de la Russie en parlant de partage entre la Russie et nous ou entre les Grecs et nous, tous ces projets stratégiques ou militaires de la part d'une des parties intéressées qui ne se trouvent pas au premier partage, mais enfin il y avait une agitation certaine parmi les Grecs de chaque côté en faveur de la Serbie, parmi les Bulgares de la province en faveur de la Russie etc. On peut dire de la Russie a rempli tout cela, elle a éliminé et a éprouvé de la Russie au regard les Grecs et ce fait plus appeler qu'une nationalité slaves, mais est approuvé et est pas en vue de leur retournement à l'un des Etats des Balkans, on ne se fait plus à ces populations. Vous êtes Serbes, vous êtes Bulgares! on leur dit: Vous êtes Slaves, il n'y a qu'un regard pour les Slaves et les autres est en fait de vous parler." Le danger est de: d'être très vite malade que la politique nous restait aux ordres de la Russie, si on la avait formellement qu'on ne bougerait plus et qu'il était possible que les Bulgares se retourneraient tranquillement également.

Un cas de la conversation j'ai exprimé mon étonnement de ce que les Grecs n'aient pas de mouvement par un mouvement révolutionnaire, mais en Autriche comme ils l'auraient nommé et que tout le monde attendait, mon collègue m'explique que cela ne l'étonnait pas: "Voyez vous, me dit-il, j'ai l'impression de ces choses, on se ne nous pouvons aussi pouvons compter sur une révolution dans la Russie. L'Autriche ne s'est pas produite. Vous comment les choses se passent, j'aurais l'exemple au moment que j'étais membre du Gouvernement. Il y a un certain nombre d'agitateurs de profession des différents nationalités; ils ont originaires des provinces slaves, mais comme me le me leur est pas agréable de vivre avec la domination du Sultan, ils s'établissent dans les petits pays de leur race et là ils s'établissent agents agitateurs, c'est leur profession et souvent aussi leur unique pain. Ils viennent alors, quand le moment leur paraît opportun, chez les chrétiens et leur disent qu'ils ont de l'influence chez eux, qu'ils connaissent le pays, qu'ils se font fort de le rendre à la liberté, les fins ont tout un plan de campagne qui inclut même que l'appui de quelques subvies pour réussir à merveille. Ces gens habitent sont généralement aucune influence, mais très souvent d'une respectabilité douteuse

Signature de Suisse
à Paris.



est sorti ainsi tout à leur insu, sans qu'au moment où ils ont
personne ne bouge. Et dans les provinces turques. C'est ainsi que cela se passe, presque
toujours, c'est ainsi que les Russes ont été déçus. Ils avaient, en outre, la Russie et ses agents
contre eux et ils n'en ont pas assez tenu compte.

Au sujet de la conférence internationale ou du congrès qui aurait été proposé par
l'Angleterre je tiens de meilleure source que, malgré les démentis, Lord Salisbury a bien
réellement fait une proposition de ce genre. Il n'a pas, il est vrai, fait une proposition formelle,
mais il a fait faire le terrain par les ambassadeurs britanniques auprès des grandes puissances.
Cependant ceux-ci ont rencontré un accueil si peu favorable qu'il n'a pas été donné suite
à la proposition; on a donc pu dire, sans exagération, qu'elle n'a pas été formulée, les ambassadeurs
n'en mentionnent du reste tout au plus à jeûne leur permission pour discuter les cas d'avis de Lord
Salisbury. Sa proposition touchait, en outre, à réunir une conférence qui aurait été appelée
à examiner et à résoudre si possible les affaires d'Orient, Lord Salisbury ayant pensé qu'il convenait
aussi de questionner arménienne et la question des réformes turques. Les puissances toutefois ont jugé
qu'il pourrait être dangereux de soumettre en ce moment un programme aussi vaste à une
conférence car d'autres questions pourraient surgir qui auraient risqué de troubler l'entente si
précieusement obtenue pour le moment; on reproche notamment aussi à Lord Salisbury de n'avoir
pas su prévoir que si son programme comportait, les affaires d'Orient, il était de ces affaires que
l'Angleterre ne devrait pas laisser voir touchées, telles que l'occupation de l'Egypte par exemple qui
est aussi une affaire d'Orient. Quant à réunir une conférence où les décrets contre la Grèce et la
Turquie seraient seuls traités, on trouve que ce n'est pas la peine de mettre en mouvement un
appareil diplomatique aussi pompeux.

L'Angleterre a donc renoncé à sa conférence et Lord Salisbury me l'a confirmée hier, elle s'est
réfugiée à la proposition Mouravieff: Intervention à la demande de l'un des belligérants seulement.
Comme je vous le disais plus haut Lord Salisbury ne le déclare qu'il s'agit de la paix au sens de la
grande puissance, il est possible admettre que le Stat des Balkans et la chaos turque ne lui paraissent pas,
toutefois il ne m'a pas paru tout à fait sûr que les ambassadeurs, en ce sens qu'il avait de la part de la
Turquie, à la suite de ces succès, une attitude moins hostile, lorsqu'il s'agit de régler les conséquences de la guerre,
que celle qu'elle avait adoptée avant l'ouverture des hostilités. Or si la Turquie ne se soumet pas de bon gré
aux décisions de l'Europe il n'y a guère que la Russie et les chrétiens qui aient des forces suffisantes, puisque
sur place pour faire céder le Sultan, seulement une intervention de ces deux puissances serait pleine de
danger pour la paix générale.

L'attitude de l'Allemagne donne naturellement à penser ici; elle est partout hostile à l'Angleterre qui,
quoiqu'on en dise, se trouve par la force dans ses mouvements, c'est cependant, je crois, donner, pour le moment
au moins, une idée trop précise de la politique de l'Empereur Guillaume II lorsqu'on parle, comme un de mes
collègues le faisait hier, d'une "entente" continentale ayant pour but de laisser pour le moment l'Angleterre
à sa supériorité maritime et coloniale qu'elle fait sonner si haut et de lui interdire par contre toute
intervention dans les affaires européennes.

Le Baron de Courcel, ambassadeur de France, me disait ces jours: "Lorsque l'Angleterre a permis la formation
de l'Empire d'Allemagne elle devait se rendre compte qu'elle se rencontrait un jour sur sa route. L'Empire a adopté
les vieilles traditions monarchiques et avec la terreur prussienne que l'Angleterre devrait connaître par expérience
il se développera toujours plus et deviendra un rival de jour en jour plus dangereux pour la vieille Albion."

Agreés, Monsieur le Ministre, les assurances de notre haute considération
Département Politique fédéral.
Le Remplissant.

E. Ruff